



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.5/50/L.34  
1er avril 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
CINQUIÈME COMMISSION  
Points 116 et 45 de l'ordre du jour

### PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE : PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE  
PAIX FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA STRUCTURATION  
D'UNE RÉGION DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE ET DE DÉVELOPPEMENT

Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme  
et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général  
relatif aux droits de l'homme au Guatemala

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue  
de consultations officieuses

La Cinquième Commission,

Ayant examiné le projet de résolution A/50/L.68, les incidences sur le budget-programme présentées par le Secrétaire général<sup>1</sup>, les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>, la lettre du 12 mars 1996 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général<sup>3</sup> et la lettre du 14 mars 1996 adressée au Président de la Cinquième Commission par le Président de l'Assemblée générale<sup>4</sup>,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 50/214 du 23 décembre 1995, a déjà demandé au Secrétaire général de faire des économies d'un montant de 103 991 200 dollars et l'a aussi prié d'exécuter pleinement tous les programmes et activités prescrits,

---

<sup>1</sup> A/C.5/50/53.

<sup>2</sup> Voir A/C.5/50/SR.48.

<sup>3</sup> A/50/891.

<sup>4</sup> A/C.5/50/56.

Réaffirmant le processus budgétaire approuvé dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et ses résolutions pertinentes ultérieures,

Décide d'informer l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution A/50/L.68, le Secrétaire général serait autorisé à engager des dépenses d'un montant mensuel maximum de 2 329 700 dollars (non comprise la contribution du personnel) si le mandat de la mission est prorogé au-delà du 31 mars 1996,

Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au plus tard le 15 mai 1996, des propositions sur les moyens de financer ces dépenses dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, y compris notamment la deuxième partie de celui-ci,

Décide de revenir sur la question des ouvertures de crédit à la reprise de sa session, en mai 1996, à la lumière des propositions qu'il est demandé au Secrétaire général de présenter dans la présente résolution.

-----